

[Construction] Adoption et usages du BIM : Où en est la France par rapport à ses voisins européens ?

Le 12 juillet 2021 – En 2013, la France était en bas du classement européen des pays ayant adopté le BIM (Building information modeling)*. Huit ans plus tard, les dernières données montrent que l'utilisation du BIM s'est fortement accélérée en France et est aujourd'hui intégrée à plus de 35 % des projets immobiliers et plus de 50 % des projets de construction notamment chez les constructeurs les plus importants du marché. Si la tendance est à la hausse, cela ne suffit pas à la France pour atteindre le niveau d'adoption du BIM de ses voisins européens tels que le Royaume-Uni (73%) et l'Allemagne (70%). C'est ce que révèle l'enquête menée par PlanRadar en 2021.

Adoption du BIM : l'Allemagne en voie de détrôner le Royaume-Uni

PlanRadar, qui développe depuis 2013 une solution de digitalisation des projets de construction et d'immobilier dans le Cloud, a étudié **la dynamique d'adoption et d'utilisation du BIM dans sept pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Pologne, France, Croatie, Autriche et Russie)**, en compilant les données issues des dernières études nationales menées sur le sujet. Si l'enquête montre une tendance à la généralisation de l'adoption de cet outil sur tout le continent, certains pays comme le **Royaume-Uni et l'Allemagne se démarquent fortement** et ce notamment grâce aux mesures mises en place par leurs gouvernements depuis de nombreuses années.



Source : PlanRadar, 2021

En utilisant très tôt (dès les années 80) la technologie BIM sur ses projets de construction, le Royaume-Uni s'est imposé comme le pionnier en la matière. Un statut et une avance qu'il a su maintenir au fil du temps par rapport à ses voisins européens. Ainsi, selon le bureau

national des statistiques britannique, **73 % des entreprises connaissent aujourd'hui le BIM et utilisent cette technologie dans leurs projets**. Or, en 2011, seuls 13 % des promoteurs utilisaient le BIM et 43 % n'en avaient pas connaissance. Une accélération de son utilisation rendue possible par le gouvernement qui a décidé de rendre obligatoire depuis 2016 l'utilisation du niveau 2 du BIM sur tous les projets financés par l'Etat. Ces mesures ont prouvé leur efficacité mais ne sont plus suffisantes aujourd'hui pour garantir l'avance du pays. En effet, l'Allemagne vient aujourd'hui concurrencer le Royaume-Uni à la tête du classement.

Outre-Rhin, comme en Angleterre, **environ 70 % des entreprises de construction utilisent le BIM**, majoritairement au niveau 2, même si le niveau 1 est le plus répandu. Si les premiers projets BIM allemands ont été réalisés plus tardivement qu'en Angleterre, entre 2006 et 2009, le pays a su rapidement rattraper son retard grâce ici encore à des mesures gouvernementales fortes. Dès 2015, l'utilisation du BIM est systématique dans les projets de grande envergure dont le budget est égal ou supérieur à 25 millions d'euros (ce qui concerne environ un tiers des concepteurs et des entrepreneurs en Allemagne) et est devenue obligatoire depuis 2020 pour tous les marchés publics relatifs à la construction d'infrastructures fédérales ou de bâtiments liés aux infrastructures. En parallèle, de fortes mesures incitatives soutiennent aujourd'hui la mise en œuvre du BIM via la mise en place de projets pilotes et un soutien financier à destination des petites et moyennes entreprises.

France : un fort potentiel de développement mais des freins persistants

Contrairement à ses voisins, l'utilisation du BIM en France n'a pas été rendue obligatoire ni sur les projets de construction publics, ni privés. Pourtant, **35 % des promoteurs et 50 % des entreprises de constructions les plus importantes en France utilisent le BIM majoritairement à un niveau 2**. Un résultat qui s'explique notamment par un fort engagement incitatif de la part de l'Etat, qui voit dans cet outil un levier puissant de transition écologique et de réduction des coûts. Par conséquent, parmi les acteurs de la construction les plus adeptes du Building Information Modeling, on retrouve les bailleurs sociaux et les organismes directement liés à l'Etat. Par ailleurs, lancé en 2018, la mise en œuvre du plan BIM 2022 a également permis d'accélérer la transition numérique dans la construction, en encourageant les participants à intégrer le BIM dans leurs flux de travail. Une situation encourageante même si les acteurs de la construction continuent de faire face à de nombreux freins :

- **Peur de l'inconnu** : Absence d'un écosystème de confiance suffisamment abouti qui freine les acteurs dans leur envie d'utiliser le BIM.
- **Hétérogénéité des formats** : Incompatibilités des formats de données qui entraînent des pertes d'informations structurantes en cas d'échange entre logiciels. Absence de normalisation et manque accru de standardisation des outils et protocoles BIM.
- **Compétences et formations** : Manque de compétences et difficulté d'accès aux bons outils numériques de formation et aux environnements BIM pour les PME et les entreprises artisanales.
- **Effort Financier** : Les coûts d'investissement ou d'utilisation de matériels et de logiciel sont parfois trop élevés pour les PME et les entreprises artisanales (coût moyen d'un logiciel = 3000€). En outre, l'intégration d'une maquette BIM impose un gros budget, ce qui n'en fait pas une priorité pour les entreprises et les projets les plus petits.

- **Monopole des accès au BIM** : Le marché des logiciels BIM est surtout monopolisé par un seul groupe d'entreprises qui définissent elles même les prix du marché des logiciels payants. Ainsi, les plus petites sociétés n'ont d'autres choix que de se tourner vers ces mêmes entreprises et de payer les prix qu'elles imposent.

Matthieu Walckenaer, Country Manager France de PlanRadar, analyse : « *Bien qu'engagée dans une forte dynamique depuis 2013, la France n'a pas réussi à rattraper l'écart creusé avec l'Allemagne et l'Angleterre. Sur le terrain, les acteurs de la construction regrettent l'hétérogénéité et le coût financier de la mise en place d'un tel outil et ce malgré les gains de temps qu'il pourrait leur apporter sur du long-terme. A cet égard, il me semble important que les équipements BIM et des formations dédiées soient financées par l'Etat pour booster l'adoption du BIM. Ceci dans un double objectif : de gain de temps et d'argent pour les entreprises et d'accélération de la productivité pour le secteur de la construction. C'est en tout cas cette ambition qui nous guide chez PlanRadar depuis la création de l'entreprise en 2013.* »

Retrouvez l'étude complète sur ce [lien](#)

* *Baromètre USP Marketing Consultancy : 1^{er} baromètre sur le déploiement du BIM dans la construction européenne*

A propos de PlanRadar :

PlanRadar est une solution de digitalisation des projets de construction et d'immobilier dans le Cloud, implantée en France avec un bureau à Paris et conçue à Vienne, en Autriche, en 2013.

Disponible en mode SaaS (Software as a Service) sur tous les écrans de la vie numérique, PlanRadar réinvente et simplifie la gestion collaborative tout au long du cycle de vie d'un bâtiment, du plan au suivi d'exploitation, à travers un journal de chantier et une interface qui optimise les flux de collaboration équipe, la centralisation et le stockage de toutes les informations et intègre documents, photos et vidéos à la volée. Logiciel de référence et compagnon BIM (Business Information Modeling) en mode projet, PlanRadar est à l'écoute des processus métier et s'adapte en permanence aux besoins des professionnels.

Présente à travers 11 bureaux dans le monde, l'entreprise PlanRadar bénéficie de la confiance de ses clients en menant 25 000 projets par semaine dans 46 pays, mais aussi de la communauté financière, avec une levée de fonds de 30 millions d'euros en 2020 via Insight Partners et e.ventures, pour accélérer sa croissance et la transformation des métiers du bâtiment.

Contact presse :

Agence Hopscotch : Alice AUGERAUD / aaugeraud@hopscotch.fr / 01 58 65 00 54